

La Catalogne en questions

Les peuples naissent, fusionnent, se scindent car ils sont des organismes vivants, réagissant à l'environnement. Pour former un nouvel état-nation, il faut insuffler à sa population la volonté d'un avenir commun justifié par le rejet de l'ancienne communauté nationale, la croyance en des mythes fondateurs et fédérateurs, et l'espoir d'un avenir meilleur.



Des catalans tentent leur chance, et c'est toute l'Europe qui se sent menacée.



La nation en question

Les nations sont des ensembles artificiels, au gré des conquêtes, des alliances, les régions sont passés d'une main à l'autre, quand une princesse se mariait, elle apportait en dote des régions, voir des pays. Qu'y a-t-il de naturel à réunir en France des Champenois, les Bretons, des Alsaciens, et des Corses ?

C'est souvent la langue qui réunit, mais pas toujours, les alsaciens n'ont-ils pas choisi la France ? c'est surtout le sentiment d'appartenance à une communauté, et **ce sentiment se renforce face à une menace commune, ou se crée par l'adhésion à une mythologie commune.**

Les peuples sont en général inventés, et pour souder, on développe des mythes fondateurs. Selon les historiens, tel fut le rôle de la bible, qui a diffusé au VII^{ème} siècle un récit où le peuple juif se trouvait un rôle éminent, entre la Mésopotamie et l'Égypte. De même la France doit beaucoup à Jeanne d'Arc et à **Jules Michelet**, éminent historien qui a su apprendre à tous les petits enfants à admirer et à aimer leur pays. Mais pour que la nation française existe et soit forte, il fallait écraser les autres nationalités possibles, il était interdit de cracher par terre et de parler breton.

Shlomo Sand avait écrit un livre qui a fait scandale, "Comment le peuple juif a été inventé" et il expliquait le processus tout à fait artificiel de la transformation d'une communauté religieuse en peuple, avait-il pensé que ce processus se retrouvait chez tous les peuples de la terre ?

Les nationalistes catalans ont bâti un mythe en se basant sur la capitulation de Barcelone, sous Louis XIV afin de s'auto-persuader qu'avant ce drame et l'autoritarisme de Philippe V, il existait une Catalogne indépendante, et que cette dernière a été niée et brimée par une Espagne autoritaire.

Riche de cette histoire adaptée aux besoins, les indépendantistes ont travaillé sur la langue, si les catalans ne comprenaient plus l'espagnol, le lien national se dissoudrait, il suffirait alors de quelques violences policières et militaires dont Madrid a le secret, pour souder tout le monde autour de la nouvelle identité, et la population ne se sentirait plus appartenir à l'Espagne oppresseur, mais au peuple Catalan.

Les Corses aussi peuvent utiliser le même stratagème, travailler la langue, même si elle n'est plus parlée, on peut la faire renaître, l'hébreu en est un bel exemple, et puis provoquer des réactions si possible excessives des forces de l'ordre afin de souder le peuple contre la répression, et le tour est joué. Les mythes de la résistance Corse à l'invasion française sont bien sûr appelés en renfort. La même stratégie peut jouer en Bretagne, en Ecosse, en Bavière, en Toscane, en Flandre ou ailleurs.

Seulement, dans le cas de la Catalogne, la population est majoritairement de centre droit, et ne souhaite pas l'aventure. Lors des prochaines élections les Catalans devront dire ce qui est plus important pour eux :

- Une économie de centre droit ouverte sur l'Europe, fer de lance de l'Espagne, avec l'appui de la finance internationale. Une fois nommés, les ministres ne pourraient se mettre d'accord sur une éventuelle indépendance.
- Une indépendance où les intérêts nationalistes supplanteraient la cohérence économique européenne, une fois nommés, les ministres ne pourraient se mettre d'accord sur la politique économique à choisir.

L'opinion est divisée en quatre quart, le gouvernement serait obligé de travailler avec des adversaires soit sur le plan économique, soit sur le plan nationaliste.

L'Espagne en question

L'Espagne, une des plus grandes puissances européennes depuis des siècles, est riche d'une histoire tourmentée. Conquise par Rome qui lui a donné sa langue, puis par les Wisigoths et les Vandales (d'où le nom d'Andalousie => Vandalousie), prise par les berbères arabisés au VIII^e siècle, et ensuite reconquise par étape par les chrétiens. Elle fut à la tête d'un immense empire en Amérique, et le pays s'est enfoncé dans l'autoritarisme et l'intolérance. L'Espagne a abordé le XX^e siècle avec un grand retard.

La Catalogne est donc au Nord Est de l'Espagne, dans l'ancien royaume d'Aragon. La région proche de la France parle une langue latine, à mi chemin entre le français et le castillan, les idées libérales y ont toujours été plus fortes qu'ailleurs en Espagne, et pendant la guerre civile les Catalans se sont montrés franchement Républicains. Ils se sont opposés tant qu'ils ont pu au fascisme de Franco qui a laissé dans la ville un souvenir détestable.



La Catalogne était une région autonome depuis **1932**, lorsqu'en **1936** l'armée se souleva partout, y compris en Catalogne contre la République. Mais le Gouvernement Catalan réussit à vaincre au moyen de ses propres forces et avec le concours du peuple, les troupes insurgées. La Catalogne fit figure de pays indépendant pendant les deux premières années de la guerre civile où les dirigeants s'entendaient bien avec le gouvernement républicains. Malheureusement, des tensions très vives entre républicains catalans, (anarchistes, trotskystes, stalinien etc...), et la défaite militaire de la République fit que la Catalogne restait la seule zone hors de contrôle des fascistes. Le siège de la République se fixa à Barcelone, qui perdit de son autonomie et fut durement assiégée. Enfin à la fin de la guerre, tous les dirigeants républicains, catalans ou non durent fuir pendant qu'une répression sans pitié s'abattit sur la région. **La langue catalane fut interdite comme toutes les autres langues régionales.**

Il a donc fallu attendre la fin du franquisme, après **1978** pour que l'Espagne se décentralise un peu, et qu'on donne aux régions une assez grande autonomie. L'Espagne a réussi lentement à désamorcer le terrorisme basque, et a laissé se développer en Catalogne un sentiment national.

L'autonomie Catalane

La Catalogne a toujours été opposée à la violence, et les dirigeants autonomistes, voir indépendantistes ont lentement préparé le chemin en agissant sur le fond de la société.

Ils ont travaillé sur la langue, en rendant le Catalan obligatoire. Dans de vastes zones, le Castillan devient une langue étrangère. Ils ont instauré un drapeau et une fête nationale, le 11 septembre, en mémoire du **11 septembre 1714**. Ce fut pendant la guerre de succession d'Espagne, deux prétendants, **Philippe d'Anjou**, un Bourbon, et **Charles d'Autriche**, un Habsbourg se disputaient le trône. La France combattait pour Philippe, et l'Autriche pour Charles... Alors que plusieurs provinces dont la Catalogne combattaient au côté de Charles, en mars 1714 les deux prétendants font la paix, et laissent le pouvoir à Philippe. Une nuit, les troupes autrichiennes sont parties en douce, laissant les Catalans seuls contre les troupes de Philippe. Le 11 septembre, Barcelone capitule, et **Philippe V** impose sa domination et son autorité absolue sur la région. **Il ordonne entre autre que le catalan ne soit plus jamais utilisé dans aucun document public.**

ESPAGNE : VERS L'INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE ?



La «Generalitat de Catalunya» enseigne et publie en Catalan, une année elle fut présente à la foire de Dijon, et distribuait des tracts en Catalan, que bien sûr personne ne pouvait comprendre. Cet enseignement a fini par mettre mal à l'aise, et les autres espagnols qui ont commencé à ne plus se sentir chez eux en Catalogne, tandis que les Catalans considéraient leurs compatriotes comme des étrangers. Ceci sur un fond de rivalité économique très forte entre les deux métropoles Madrid et Barcelone, sans parler des équipes de foot, le Réal Madric, et le Barça de Lionel Messi qui a eu le culot de gagner le dernier match (Le 23 décembre 2017 3 buts à 0). Lors du dernier attentat terrible qui a frappé Barcelone, toute l'Espagne s'est montré solidaire de Barcelone, mais le Roi **Philippe VI** venu apporter son soutien a été conspué par le foule.

Le Parti Populaire (de droite) craint le séparatisme catalan

Lors du retour au pouvoir du **Parti Socialiste** en 2004, un nouveau statut des autonomies est mis en chantier très favorable à la Catalogne, en particulier concernant la langue ; il est approuvé par référendum en 2006 mais le Parti Populaire entame des recours auprès du Tribunal Constitutionnel contre le statut de la Catalogne.

Le Tribunal constitutionnel, annule en juin 2010 des pans entiers du nouveau statut des autonomies, affaiblissant la politique linguistique. Dans son rapport **il refuse que le catalan soit langue des administrations et qu'il ait une préférence sur le castillan**. La réaction populaire est immédiate ; des milliers de Catalans défilent le 10 juillet 2010 à Barcelone.

Le rêve des dirigeants Catalans, **Artur Mas** et son successeur **Carle Puigdemont** est une indépendance pacifique, comme celle de la Slovaquie par exemple, et en même temps une adhésion à la communauté européenne. Il ne s'agit pas d'une rupture avec "le système", ni même avec l'Espagne. Le pari n'est pas gagné, car dès les premières manifestations, les responsables de l'Union Européenne et les principaux chefs de gouvernement ont manifesté leur soutien à **Mariano Rajoy** premier ministre (Parti Populaire) Espagnol.

Toutefois, la peur n'évite pas le danger !

Lire la suite des événements se lisent sur le tableau ci dessous en commençant par la droite... Novembre 2014 lors d'une consultation symbolique...

La Catalogne en quête d'indépendance



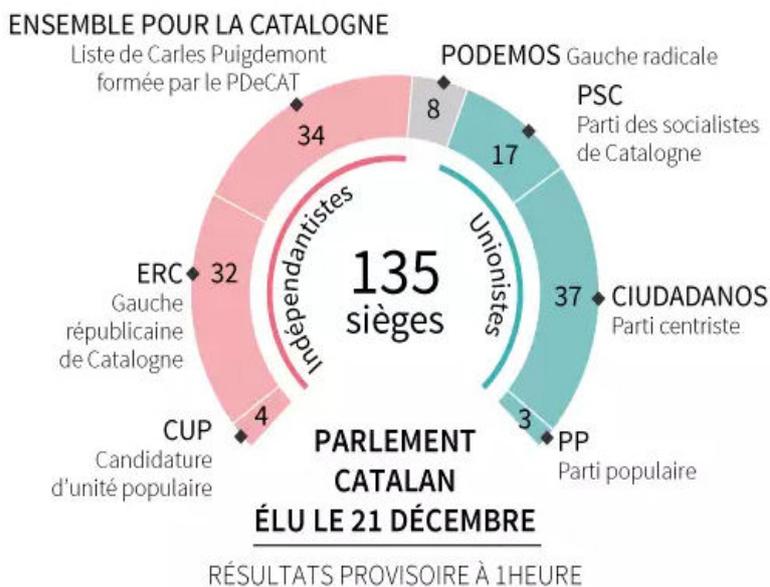
Le 03 octobre le Roi Felipe VI fait un discours solennel, avec fermeté en assurant que l'Etat devait assurer l'ordre constitutionnel toutefois il a confirmé l'autonomie de la province.

Le 11 octobre, Mariano Rajoy lance un ultimatum aux leaders Catalans, soit ils se prononcent clairement contre l'indépendance, soit il inculpera pour sédition les responsables catalans, voir suspendra l'autonomie de la «Generalitat».

Le 27 octobre Mariano Rajoy décide d'élections régionales anticipées fixées au 21 décembre.

le **29 octobre 2017** : **Carle Puigdemont** s'enfui en Belgique où il est soutenu par les nationalistes flamands, avec cinq de ses onze ministres, l'Espagne demande son extradition. En même temps, la police mettait en prison **Jordi Sanchez** et **Jordi Cuixart**, qui dirigent respectivement les deux principales associations indépendantistes de Catalogne : l'Assemblée nationale catalane (ANC), pour le premier, et Omnium Cultural pour le second. (*)

Le 21 décembre 2017 : Les élections se sont déroulées dans le calme avec un très fort taux de participation.



Pour l'indépendance 34 élus de centre droit, 32 de gauche, et 4 d'extrême gauche. Dans le parlement précédant la coalition indépendantiste avait 62 élus elle gagne 4 sièges par contre l'extrême gauche avait 10 élus, ils n'en ont plus que 6. Au total les indépendantistes perdent 2 fauteuils par rapport au dernier scrutin.

Pour l'unité de l'Espagne, Podemos, gauche radicale perd trois sièges 8 contre 11, les socialistes passent de 16 à 17, Cuidadamos de centre droit est le grand vainqueur, avec 37 sièges en gagne 12, et le grand perdant est le parti populaire de Mariano Rajoy qui tombe de 11 sièges à 3 !

En siège, les indépendantistes ont une légère majorité, et en voix ils sont minoritaires, le découpage électoral privilégiait les zones rurales .

La majorité est de centre droit, les indépendantistes à la tête d'une majorité étriquée ne peuvent ignorer qu'ils ne parlent qu'au nom de la moitié des Catalans, et Puigdemont au nom de la moitié de cette moitié.

L'indépendance n'est pas acquise

Les troubles, les manifestations monstres pour l'indépendance ou pour l'unité de l'Espagne, la répression policière du premier référendum ont semé le trouble, et dès les déclarations d'indépendance, un nombre important de sièges sociaux ont fuit Barcelone, le monde des affaires et l'Union Européenne ont milité fortement pour l'unité de l'Espagne.

Il n'y a aucune confiance entre le gouvernement de Mariano Rajoy et la Catalogne, les exactions de la police ont évoqué le franquisme, et Rajoy représente tout ce que les Catalans détestent : l'autoritarisme et la répression. Les urnes ont parlé, si une faible majorité des catalans veulent rester en Espagne, les partisans de Rajoy se comptent.

Le grand perdant est donc le parti populaire, dont les attitude ont représenté tout ce que les catalans détestaient, l'autoritarisme et l'absence d'écoute et de compassion.

L'opinion espagnole n'est après tout pas si éloignée de l'opinion française, elle a tendance à rejeter les extrêmes, elle est fondamentalement de centre droit, et elle aspire à un gouvernement moderne et européen, ils sont en attente d'un homme comme Macron, et supportent difficilement Mariano Rajoi. Ce dernier doit composer avec une coalition fragile, et sa dureté de ton s'explique probablement surtout par sa faiblesse.

Maintenir l'unité de l'Espagne ne sera pas chose facile, mais si Madrid se dotait d'un nouveau gouvernement populaire, rassurant et à l'écoute, on pourrait parier sur la continuité de l'unité espagnole.

Michel Lévy

Revue de presse..

[Catalogne, de l'autonomie à l'indépendance](#) Christine Gaillard sur Investig'ation
[Espagne: la fête nationale](#) endeuillée en pleine crise catalane La Croix et AFP
« [Ni Oriol Junqueras, ni Carles Puigdemont](#) ne peuvent gouverner seuls » Agnes Rotivel La Croix
[11 septembre 1714](#): Prise de Barcelone Le Figaro et Louis XIV over blog
[L'Espagne est-elle réellement en train](#) de rejouer le scénario de la guerre de 1936? Laura Guien sur Slate
[L'Espagne ingouvernable](#) Vincent Hervouet sur Europe 1

Catalogne : de l'autonomie à l'indépendance

28 Oct 2017 [CHRISTINE GILLARD](#) sur [Investig'ation](#)

Le nationalisme catalan est l'expression d'une culture et d'une langue minoritaires qui essaient de vivre (et non survivre) dans un contexte espagnol et européen. Mais il est basé sur l'intégration des populations qui naissent, vivent et travaillent en Catalogne.



Les événements survenus depuis le 1er octobre 2017 en Catalogne ont mis un coup de projecteur sur l'organisation territoriale de l'Espagne, si mal connue des citoyens européens et du voisin si proche qu'est la France.

Pour comprendre la demande d'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, et la réaction du gouvernement de **M. Rajoy**, il convient de rappeler quelques éléments historiques.

La Catalogne (Royaume de Catalogne et d'Aragon) a perdu ses privilèges au 18ème siècle avec l'avènement des Bourbons au trône d'Espagne. Le mouvement autonomiste renaît à la fin du 19ème siècle comme mouvement littéraire et politique, soutenu par la bourgeoisie industrielle et d'affaire. Contrairement au Pays Basque, le catalanisme alors n'est pas séparatiste. La Catalogne, région la plus industrialisée d'Espagne et donc la plus riche, revendiquait une autonomie de gestion au sein de l'état espagnol.

Un premier projet d'autonomie voit le jour en **1919** mais la Catalogne obtient pour la première fois un statut d'autonomie en 1932 après la proclamation de la 2ème République le **14 avril 1931**. La Constitution républicaine reconnaissait les peuples qui composaient l'état espagnol et en particulier prévoyait d'octroyer un statut d'autonomie à la Catalogne et au Pays Basque. Ce qui fut fait pour la Catalogne mais le coup d'état militaire franquiste du 18 Juillet 1936 a mis un terme au processus ; l'Espagne franquiste ne reconnaissait qu'un seul peuple, le peuple espagnol, et faisait de l'Espagne un État/Nation : « España Una Grande Libre », interdisant l'usage des langues régionales.

La monarchie parlementaire qui succède au Franquisme reconnaît dans la **Constitution de 1978** les différents peuples qui composent la nation espagnole et réorganise le territoire en 17 communautés autonomes, mettant en place un lent processus de transfert de compétences.

En principe toutes les compétences peuvent être transférées à l'exception de l'armée et de la monnaie. Les limites administratives des Communautés autonomes sont déterminées par un ensemble de traits communs historiques, culturels et linguistiques.

La Catalogne et le Pays basque sont les deux territoires dont l'identité est incontestablement très forte sur les trois plans. La richesse économique se concentre essentiellement en Catalogne avec un réseau important de grandes entreprises mais aussi de PME. C'est pourquoi elle demande le maximum possible de transferts de compétences, sans toutefois toutes les obtenir de la part de l'état, alors que certaines Communautés autonomes sont obligées de rester dans le giron de l'état.

La langue catalane est le fer de lance de la catalanité. C'est pourquoi la Generalitat met en place l'enseignement en Catalan, considéré nécessaire pour intégrer la très nombreuse main-d'œuvre provenant des diverses régions d'Espagne. **Elle se préoccupe donc, non seulement de sauvegarder la langue catalane et de permettre sa diffusion au sein de la communauté catalanophone mais aussi d'éduquer dans la langue et la culture catalanes les enfants nés sur le territoire de parents non catalanophones ou arrivant en cours de scolarité. Tous les enfants sont enseignés en catalan avec des cours de castillan ; c'est un système d'immersion. L'objectif est double : maintien de la langue catalane et bilinguisme catalan/castillan.**

Pendant les divers gouvernements du socialiste **Felipe Gonzales**, le processus d'autonomie suit son cours.

Une rupture apparaît quand le **Parti Populaire** remporte les élections pour la première fois depuis la mort du dictateur ; **José Maria Aznar**, chef du parti, devient chef du gouvernement en 1996. Le Parti Populaire (PP) fondé en 1989 est un parti de droite, conservateur, avatar de l'Union Populaire, fédération créée en 1976 par des personnalités du régime franquiste. Aznar forme difficilement son gouvernement après des négociations avec les petits partis nationalistes. Très vite cependant les bonnes relations avec les partis nationalistes se dégradent. Lors du retour au pouvoir du Parti Socialiste en 2004, un nouveau statut des autonomies est mis en chantier très favorable à la Catalogne, en particulier concernant la langue ; il est approuvé par référendum en 2006 mais le Parti Populaire entame des recours auprès du Tribunal Constitutionnel contre le statut de la Catalogne.

Le Tribunal constitutionnel, dont bon nombre de membres sont proches du PP, annule en juin 2010 des pans entiers du nouveau statut des autonomies, affaiblissant la politique linguistique d'immersion. Dans son rapport il refuse que le catalan soit langue des administrations et qu'il ait une préférence sur le castillan. La réaction populaire est immédiate ; des milliers de Catalans défilent le 10 juillet 2010 à Barcelone.

Le Parti Populaire revient au pouvoir en 2011. En 2012 le ministre de l'éducation, **José Ignacio Wert**, très marqué à droite, commence un bras de fer avec la Catalogne. Il **entend renforcer le contrôle sur l'enseignement afin « d'espagnoliser les élèves catalans »**. Le projet prévoit, entre autre, de créer des écoles de langue castillane, sans épreuve de catalan au baccalauréat.

En 2014 le président Catalan **Artur Mas** convoque pour le 9 novembre une consultation d'auto-détermination. Il s'est tenu mais a été déclaré nul par le Tribunal constitutionnel saisi par le gouvernement de **Manuel Rajoy** (PP). Deux questions étaient posées : « Voulez-vous que la Catalogne devienne un état ? » « Dans le cas d'une réponse affirmative, voulez-vous que cet état soit indépendant ? » Le oui l'a emporté avec 80,76% des voix avec 41% (environ) de participation.

En 2014 le président Catalan **Artur Mas** convoque pour le 9 novembre une consultation d'auto-détermination. Il s'est tenu mais a été déclaré nul par le Tribunal constitutionnel saisi par le gouvernement de **Manuel Rajoy** (PP). Deux questions étaient posées : « Voulez-vous que la Catalogne devienne un état ? » « Dans le cas d'une réponse affirmative, voulez-vous que cet état soit indépendant ? » Le oui l'a emporté avec 80,76% des voix avec 41% (environ) de participation.

Le referendum du 1er octobre 2017 s'inscrit donc dans une opposition idéologique entre le parti conservateur, héritier du centralisme franquiste – Espagne Une – et les tenants d'une auto-gestion de la Catalogne.

Le statut d'autonomie qui répondait aux aspirations de la population était basé sur un contrat de confiance. Celui-ci a été rompu en 2010. C'est alors que le séparatisme – absolument pas historique – est apparu comme une solution pérenne

Espagne / Catalogne : affrontement de deux nationalismes différents

Entre le 1er et le 8 octobre trois manifestations ont eu lieu à Barcelone : une manifestation catalaniste séparatiste, une manifestation catalaniste de dialogue avec l'état espagnol le 7 octobre et une manifestation souverainiste, c'est à dire pro-espagnole contre l'indépendance le 8 octobre. Ces manifestations ont eu lieu à des jours différents, sans provocations ; elles étaient en majorité composées de familles. La contre manifestation fasciste le 9 octobre à Valence a marqué un tournant ; des groupuscules d'extrême droite, certains venus de Madrid, ont cherché l'affrontement, groupes que l'on retrouve à Barcelone le 12 octobre. La date du 12/10 n'est pas un hasard, il s'agit d'un jour férié pour célébrer la découverte de l'Amérique, institué en 1935 (gouvernement républicain de droite) avec le nom de « Dia de la Hispanidad » puis remis en vigueur en 1958 par Franco. La commémoration s'accompagne de défilés militaires, en particulier à Madrid. La capitale catalane ne commémore pas cette date. La Catalogne ne se reconnaît pas dans cette « hispanité ».

Dans les événements actuels il convient de comprendre que le nationalisme espagnol n'est pas le nationalisme catalan.

Le nationalisme espagnol est un nationalisme centraliste, héritier d'une tradition monarchiste mais surtout héritier au xx siècle du fascisme. La dictature de **Miguel Primo de Rivera en 1923**, sous le règne de Alfonso XIII, son fils José Antonio créateur de la phalange, puis la dictature de Francisco Franco défendent l'idée d'une Espagne éternelle, catholique, avec un seul peuple, une seule langue et une seule histoire. C'est un nationalisme qui refuse la différence et professe l'assimilation.

Aujourd'hui les mouvements fascistes espagnols expriment encore et toujours les valeurs de grandeur d'une Espagne Une dans laquelle l'état joue un rôle de contrôle social et politique. Le collectif « Hangar Social » par exemple, groupe d'extrême droite entend s'imposer en créant du lien social parmi la population espagnole (« de souche ») la plus en souffrance économique et sociale, sur le modèle franquiste (Auxilio social).

Il convient de rappeler que pendant la guerre civile de 1936/39 les « nacionales », souvent traduit par erreur « nationalistes » au lieu de « nationaux », désignaient les partisans de Franco.

Le nationalisme catalan est l'expression d'une culture et d'une langue minoritaires qui essaient de vivre (et non survivre) dans un contexte espagnol et européen. Mais il est basé sur l'intégration des populations qui naissent, vivent et travaillent en Catalogne. Les consultations populaires d'auto-détermination de 2014 et de 2017 ont concerné tous les habitants de la Catalogne sans distinction d'origine. Les catalanistes ne se désignent pas volontiers par le mot nationaliste. Il n'y a aucune velléité d'expansion du territoire catalan ni d'expansion de sa zone d'influence.

Le catalanisme a traversé au cours de son histoire le clivage droite/gauche. Elle est le fait de la droite libérale bourgeoise, défendant ses intérêts économiques mais aussi le fait d'une gauche progressiste et même révolutionnaire. **Actuellement la bourgeoisie reste favorable à l'autonomie mais sans demander l'indépendance.** Le catalanisme de gauche trouve son expression extrême dans le parti CUP qui demande la création d'un état catalan républicain. La question du régime politique, dont il est fait peu mention dans les commentaires des médias, reste pourtant en suspens.

Madrid : Le refus du dialogue

La réponse agressive de l'Etat espagnol à une demande d'auto-détermination d'un peuple par **l'envoi de forces de police nationale au mépris des forces de police catalane**, par **l'arrestation de responsables** (politiques et administratifs), par l'empêchement par la force de la tenue d'un scrutin dont le résultat positif n'était pas certain, est une posture purement idéologique. Il est clair que l'état espagnol n'a jamais envisagé pas même le début d'un dialogue pour faire évoluer la Constitution nationale quant aux statuts des communautés autonomes.

En voulant appliquer l'article 155 de la Constitution, Madrid essaie de légitimer la voie choisie du refus du dialogue. Le gouvernement de Rajoy et le Sénat qui lui est tout acquis puisqu'à majorité Partido Popular, restent sur la ligne de l'opposition du PP à l'évolution du statut de la Catalogne depuis 2006, date du recours déposé contre le nouveau statut. Une sortie de crise aurait été possible par une négociation aboutissant à un retour à la situation antérieure à 2010. Le président de la Generalitat a demandé en vain l'ouverture de négociations ; son refus de proclamer l'indépendance dès le résultat du scrutin a montré sa volonté de maintenir possible un dialogue.

Madrid donne comme seule possibilité la convocation de nouvelles élections par le Parlement catalan. C'est une fausse ouverture puisque soit les élections donnent la majorité aux catalanistes et il y aura de nouveau demande d'auto-détermination, soit la majorité sera conservatrice et appliquera une autonomie restreinte, contestée depuis 2010.

Madrid menace de mettre à exécution la fin de l'autonomie catalane par une série de mesures mettant en cause – au-delà de l'autonomie – la démocratie : mise sous tutelle des médias catalans, contrôle des Mossos d'Escuadra par la Guardia Civil, destitution du président de la Generalitat régulièrement élu et son remplacement par un gouverneur nommé par Madrid.

La résistance catalane

Face au refus du dialogue le parlement catalan a bien peu de marge de manœuvres. L'attitude fermée de **Mariano Rajoy** pousse **Carles Puigdemont** à la résistance. *La soumission totale est peu envisageable, la déclaration d'indépendance est souhaitée et réclamée fortement par le parti catalaniste dont la force de mobilisation est évidente au vu des dernières manifestations. Mais Carles Puigdemont sait parfaitement que cette déclaration est aussi un point de non retour, une sorte d'acceptation de la déclaration de guerre ouverte par Madrid.*

Sans attendre, les Mossos d'Escuadra ont déclaré envisager de ne pas obéir à la police nationale et ont appelé à la résistance civile.

Le jeudi 26 octobre 2017, Carles Puigdemont déclare refuser l'organisation de nouvelles élections, n'ayant pas reçu l'assurance que le gouvernement espagnol n'appliquerait pas l'article 155 qui suspend le statut d'autonomie. Le lendemain, poussé par le parti indépendantiste et après démission des opposants, le Parlement catalan vote l'indépendance. Carles Puigdemont proclame donc l'indépendance. Madrid annonce l'organisation de nouvelles élections régionales le **21 décembre prochain**, espérant qu'en sorte une majorité conservatrice. Les indépendantistes ont déjà annoncé qu'ils n'appelleront pas au boycott et qu'au contraire ils vont organiser une grande mobilisation de leurs partisans.

Quel que soit le résultat il est peu probable que la reprise en main aujourd'hui de la Catalogne par Madrid enterre, à plus ou moins long terme, la demande d'un referendum d'autodétermination.

Christine Gillard est Maître de conférences

Espagne: , le 12/10/2017 à 19h33 La Croix avec AFP

la fête nationale endeuillée en pleine crise catalane



Quelque 65.000 personnes ont défilé jeudi à Barcelone en faveur de l'unité du pays menacée par la crise catalane, alors que la fête nationale espagnole était endeuillée par la mort d'un pilote dans le crash d'un avion de combat.

Le Premier ministre **Mariano Rajoy** et le roi **Felipe VI** ont assisté à la traditionnelle parade militaire le long du boulevard du Paseo de la Castellana à Madrid pour commémorer l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique en 1492.

Comme d'habitude, les présidents des régions de Catalogne, du Pays Basque et de Navarre étaient absents, alors que pour la première fois depuis 30 ans, la police nationale était conviée à défiler, pour reconnaître son rôle après les attentats jihadistes meurtriers du mois d'août en Catalogne.

Moins de deux semaines après avoir été accusée d'être intervenue trop durement lors du référendum d'autodétermination, les policiers ont été particulièrement applaudis, par une foule nombreuse agitant le drapeau espagnol avec passion.

Mais l'humeur n'est pas franchement à la fête en Espagne, confrontée à sa plus grave crise politique depuis le retour de la démocratie en 1977, avec la volonté de divorce des indépendantistes au pouvoir en Catalogne.

D'autant que la journée a été endeuillée par la mort d'un pilote dans l'accident de son Eurofighter, qui avait participé au défilé aérien de la fête nationale. L'avion de combat s'est écrasé dans un champ pendant sa manoeuvre d'approche à l'atterrissage à la base aérienne de Los Llanos, à 300 km au sud-est de la capitale.

M. Rajoy s'est rendu sur place.

- 'En prison' -

Au même moment, ils étaient 65.000, selon la police municipale, à défiler dans les rues de Barcelone en scandant des messages hostiles aux dirigeants indépendantistes.

"Puigdemont en prison" criaient les manifestants en référence au président régional Carles Puigdemont, qui a organisé le dimanche 1er octobre un référendum d'autodétermination en dépit de l'opposition de Madrid, et entend rendre indépendante cette région de 7,5 millions d'habitants, divisée sur la sécession.



Parade militaire pour la fête nationale en Espagne à Madrid, le 12 octobre 2017 / AFP

Mercredi, Madrid a lancé un ultimatum au président séparatiste, lui donnant jusqu'à lundi 10H00 (08H00 GMT) pour "clarifier" sa position sur l'indépendance.

Si M. Puigdemont persiste, le gouvernement lui accordera un délai supplémentaire jusqu'au jeudi 19 octobre à 10H00 pour faire machine arrière, avant de prendre le contrôle de la Catalogne comme le lui permet l'article 155 de la Constitution.

La suspension de l'autonomie serait considérée par beaucoup de Catalans comme un affront. Elle pourrait déclencher des troubles dans cette région très attachée à sa langue et sa culture et qui avait récupéré son autonomie après la mort du dictateur Francisco Franco (1939-1975).

13 30 décembre 2017 La Catalogne en questions Les opposants à l'indépendance ont souhaité montrer que "la Catalogne n'appartient pas" aux séparatistes, selon les mots de Laura Peña, employée de 26 ans dans une boutique de vêtements, qui défilait à Barcelone.

En marge de la manifestation, des militants d'extrême droite ont brûlé le drapeau séparatiste catalan. Une bataille de rue a par ailleurs opposé deux groupes de supporters de football dans le centre-ville, selon la police catalane.

AFP avec La Croix

La Catalogne en quête d'indépendance



« Ni Oriol Junqueras, ni Carles Puigdemont ne peuvent gouverner seul »

Recueilli par Agnès Rotivel ,

Malgré leurs différends, les deux partis indépendantistes sont forcés de s'entendre pour gouverner. Le parti citoyen non nationaliste, sorti en tête de ces élections pour la première fois de l'histoire de la Catalogne, ne peut pas gouverner. Entretien Cyril Trépier, chargé de cours à l'université de Cergy-Pontoise,



11 septembre 1714: Prise de Barcelone

Prise de Barcelone par l'armée du roi Philippe V d'Espagne et des Indes commandée s par James Fitz-James, duc de Berwick, fils illégitime de Jacques II d'Angleterre et d'Écosse.



Les Catalans ont choisi le 11 septembre comme fête nationale, en souvenir de la chute de Barcelone. (Source : Le Figaro)

Huit mille mètres carrés de vieilles pierres. Les toitures ont disparu, mais les murs de 55 maisons quadrillent encore la ville. On imagine, facilement, le cadastre de ce petit bout de Barcelone au début du XVIIIe siècle et le quotidien de ses habitants. La vie en 1714, par exemple, juste avant le 11 septembre et la prise de Barcelone par les troupes des Bourbons. «Avant que ne s'abatte le terrorisme d'État», dit notre guide. Le ton est donné. Quim Torra est le directeur du centre culturel El Born, un ancien marché couvert, où les fouilles - huit ans de travail et 74 millions d'euros investis par la mairie - ont fait réapparaître «un monde perdu», selon l'expression de Torra.

Les Catalans ont choisi une défaite en guise de fête nationale. La Diada, ou jour de la [Catalogne](#), commémore la chute de Barcelone lors de la guerre de Succession au trône d'[Espagne](#). Les Catalans soutenaient en majorité l'héritier Habsbourg, qui s'était engagé à respecter certains privilèges et institutions de la région. Ils opposèrent deux mois de résistance au siège des Bourbons. [Source : Louis XIV over blog](#)

Après le **Traité d'Utrecht de 1713**, la Guerre de Succession d'Espagne continua entre Philippe V et Charles VI du Saint-Empire. Les catalans continuaient de révéndiquer le Habsbourg comme leur roi légitime, mais l'Empereur signa le **Traité de Rastadt (mars 1714)**, faisant ainsi la paix avec son ancien rival.

Les catalans ignoraient les termes du traité et pensèrent ingénument pouvoir faire face au roi Bourbon, qui ne réculait pas de son intention d'abolir les Fors. Mais les troupes autrichiennes du prince Stahremberg évacuèrent secrètement la Catalogne, qui fut livrée ainsi à son sort.

Après 11 mois de blocus (9 mois maritime et 2 mois terrestre) et 61 jours de tranchée ouverte, le chevalier d'Asfeld partit à l'assaut de la tranchée et emporta le 11 septembre 1714. Les Fors furent abolis et l'on appliqua le Décret de Nueva Planta (uniformant l'administration avec celle de Castille), mais le droit civil catalan et les moeurs locales furent respectés.

La bureaucratie étant dans les mains de fonctionnaires dépendant de la cour de Madrid, le catalan disparut comme langue de l'administration, mais continua d'être parlé dans la vie sociale et religieuse.

L'Espagne est-elle réellement en train de rejouer le scénario de la guerre de 1936?

Slate [Laura Guien](#) — 27.10.2017 - 7 h 00, mis à jour le 27.10.2017 à 16 h 49



Des étudiants manifestent à Barcelone, le 26 octobre 2017. © Pau Barrena / AFP.

La crise entre Barcelone et Madrid connaît chaque semaine une montée en tension supplémentaire.

Derniers épisodes en date, le vote en faveur de l'indépendance par le Parlement catalan, suivi, moins d'une heure plus tard, par le vote par le Sénat espagnol de l'application de l'article 155 de la Constitution permettant la mise sous tutelle de la région. C'est à dire une sévère prise de contrôle de la région par l'État central: destitution du président catalan et de tout son exécutif, contrôle des finances, de la police et des médias catalans... Une mise en pratique particulièrement «hard» de l'article 155, aussitôt qualifiée par le président catalan de «pire attaque contre les institutions et le peuple de Catalogne depuis les décrets du dictateur militaire Francisco Franco».

Puissante analogie

Le choix des mots de **Carles Puigdemont** ne doit rien au hasard. Depuis les violentes images des agressions policières le jour du référendum interdit, en passant par la mise en détention provisoire des présidents des deux principales associations indépendantistes, l'idée que l'Espagne vivrait une crise semblable aux prémices de la guerre civile de 1936 a commencé à se répandre.

L'activation de l'option juridique la plus offensive possible ainsi que la performance sur-réaliste du ministre des affaires étrangères espagnol, soutenant à des journalistes anglais médusés que certaines images des agressions de la police lors de la journée du référendum étaient fausses, n'a en rien désactivé cette puissante analogie avec un régime autoritaire et enfermé dans la propre légitimation de sa suprématie.

Au point de faire craindre le déclenchement d'une nouvelle guerre civile dans le pays. [Dans un article du Huffington Post](#), la sociologue et chercheuse en politologie Olivia Muñoz-Rojas Oscarsson, dresse ainsi un parallèle, parfois hasardeux, entre 1936 et 2017. Selon cette dernière, il existerait «des phénomènes et des schémas similaires à ceux qui se sont produits à l'aube de la dernière guerre civile espagnole».

Même son de cloche sur France Inter, lorsque Daniel Cohn-Bendit [s'émeut du pic de tension atteint ces dernières semaines](#): «Rajoy est fou, les indépendantistes sont fous. Je ne veux pas d'une nouvelle guerre d'Espagne».

Mais l'histoire est-elle réellement en train de se répéter?

Liens satellitaires

Dans cette nouvelle version du conflit espagnol, la répartition des rôles semble avoir été définie par les dernières décisions autoritaires du gouvernement de Mariano Rajoy, réactivant un certain archétype franquiste.

Un lien entre la dictature et le gouvernement du **Parti Populaire (PP)** que n'a pas hésité à réactiver la sphère indépendantiste. Ainsi, si la première réaction de Carles Puigdemont à la mise en route de l'article 155 se limite à définir l'action du gouvernement espagnol comme un «coup», l'élément de langage se transforme rapidement en «coup d'état» [dans les déclarations de la présidente du Parlement catalan, Carme Forcadell](#).

Pour le journaliste **Juan Miguel Baquero**, spécialiste de la mémoire historique espagnole:

«Le parti conservateur qui gouverne l'Espagne n'est pas capable de se débarrasser des dernières traces du franquisme dont il a émergé. Alliance Populaire, devenue aujourd'hui l'actuel Parti Populaire dirigé par Mariano Rajoy, a été fondée par sept ministres du dictateur. Bien qu'il soit difficile de dire qu'il s'agit d'une formation fasciste, il est certain qu'elle n'a jamais condamné de façon officielle le franquisme.»

Le parti de Rajoy continue en effet d'entretenir des liens ambigus avec ce passé sombre du pays: «Ce sont des relations qui ne sont jamais directes mais se font de manière satellitaire, via des institutions, des associations» analyse l'anthropologue Jean-François Macé.

Ce spécialiste des conflits de mémoire rappelle ainsi que la [fondation Francisco Franco](#), organisation privée centralisant plus de 30.000 archives historiques sur le dictateur, a été la seconde association la plus financée par le gouvernement de José Maria Aznar.

Sous les mandats de ce prédécesseur de Rajoy à la tête du PP, plus de 150.000 euros de budget avait ainsi été alloués à cette institution phare du culte post-mortem du dictateur. Un soutien financier suspendu sous le mandat du socialiste Zapatero, qui n'aura pas été repris avec le retour au pouvoir du Parti Populaire. Toutefois, le parti de Rajoy a de nouveau agité des références à l'histoire franquiste dans le récent conflit territorial.

Schizophrénie mémorielle

Toutefois, le parti de Rajoy a de nouveau agité des références à l'histoire franquiste dans le récent conflit territorial.

Ainsi, le 9 octobre dernier, **Pablo Casado**, porte-parole du Parti Populaire et successeur potentiel de Rajoy à la tête du PP, a utilisé la figure de l'ancien président catalan, Lluís Companys, fusillé par le régime de Franco, pour [adresser un avertissement douteux à Carles Puigdemont](#) : «**Celui qui déclarera l'indépendance finira peut-être comme celui qui l'a déclarée il y a 83 ans**».

Une référence glissante dont Casado tentera de se dédouaner en expliquant faire référence à l'emprisonnement de **Companys** quelques années auparavant, et non à son exécution. Le message est toutefois suffisamment vague pour réactiver une mémoire du franquisme encore omniprésente.

«Le Parti Populaire nie toujours sa filiation à l'errance franquiste, mais c'est évident qu'il joue la-dessus. Il y a une espèce de schizophrénie mémorielle qui est utilisée. C'est une stratégie qui existe depuis longtemps: on active de vieilles luttes passées sans jamais les évoquer» rappelle **Jean-François Macé**.

Un usage du trouble mémoriel qu'utilise également le côté catalan. «**Depuis le début du conflit, les indépendantistes n'ont eu de cesse de réactiver les références à la République**» poursuit l'anthropologue. Dans les manifestations, il n'est en effet pas rare de voir des drapeaux républicains dressés aux côtés des Esteladas catalanes.

De même, le fait que le projet indépendantiste ait opté en faveur de la construction d'un «[État sous forme de République](#)», selon les termes exacts de la question posée sur le bulletin du référendum du 1er octobre, semble positionner le projet catalan du côté républicain.

Une analogie séduisante, mais qui tend à faire oublier qu'à l'inverse des républicains espagnols, **le mouvement indépendantiste catalan n'est pas aussi profondément ancré à gauche**.

La présence dans le bloc soutenant l'indépendance de [l'extrême gauche anticapitaliste de la CUP](#), qui a considérablement accéléré le tempo du processus séparatiste en exigeant le départ de l'ancien président **Artur Mas** au profit de Carles Puigdemont, n'est pas suffisante pour définir la cause indépendantiste catalane comme un mouvement de gauche révolutionnaire.

Ainsi, [Junts Pel Si](#), principale coalition indépendantiste ayant remporté les élections régionales de 2015, est très plurielle. Dans ses files se côtoient des personnalités comme **Oriols Junqueras**, numéro 2 de la Région issu de la gauche catalane indépendantiste traditionnelle (ERC), ainsi que le fameux **Artur Mas**, du parti de centre droit libéral **CiU** devenu [PDeCAT](#).

«Le mouvement indépendantiste ou autonomiste sous la République était une question de gauche, alors que dans l'actualité, il se déploie également depuis la bourgeoisie catalane. Il y a des éléments incompatibles», rappelle Juan Miguel Baquero.

Réactivation des luttes passées

Autre dissemblance: la sphère indépendantiste, ultra organisée, n'a rien à voir avec des troupes républicaines dont le manque de préparation et les moyens de défense limités auront gravé dans l'inconscient collectif l'image romantique du révolutionnaire n'ayant que sa foi en la liberté pour se défendre.

«Le processus indépendantiste constitue un grand mouvement de contestation du système qui se base sur une désaffection envers la politique traditionnelle et l'État, et sur une volonté de raccourcir la distance entre les politiques et les votants. Cela a généré une très puissante auto-organisation mise en œuvre depuis 5 ans», décrypte l'historien Xavier Casals.

Un potentiel qui s'incarne dans les actions menées par les principales associations indépendantistes, [Omnium](#) et [ANC](#), capables de convoquer en quelques heures des manifestations monstres.

En dépit de ses nombreuses différences, le gouvernement central comme régional n'a cependant cessé de provoquer directement ou indirectement des analogies avec les protagonistes impliqués dans la guerre civile espagnole. Dans quel but?

«Il s'agit d'une mobilisation des codes culturels. On réactive des luttes passées dans le présent avec des perspectives politiques et territoriales future», analyse l'anthropologue Jean-François Macé.

Est-ce suffisant pour rapprocher 1936 de 2017?

Selon l'écrivain **Isaac Rosa**, auteur d'un [roman sur les mémoires du franquisme](#), **aucune comparaison n'est possible entre la guerre civile espagnole et le conflit territorial actuel:**

«Je vois cette analogie comme un recours bon marché de l'indépendantisme pour chercher des complicités, en particulier en Europe, où la mémoire de la guerre civile a peut-être toujours des effets mobilisateurs.»

Pour l'historien Xavier Casals, le rapprochement reste également à nuancer:

«Il faut réussir à distinguer le jeu discursif de la réalité politique. Bien-sûr qu'une partie du bloc indépendantiste va arguer que Franco n'est pas mort. Et le gouvernement va rétorquer que les indépendantistes sont hors-la-loi car ils violent la constitution. Ce sont des chocs que l'on peut traduire par légitimité contre illégitimité.»

La grande braderie de la résistance

Reste qu'en marge de ce dialogue de sourds, la réactivation des vieux clivages pourrait directement avoir des effets pervers dans un pays qui n'a toujours pas réalisé de véritable travail de mémoire historique.

Car l'Espagne, qui détient le record du monde de disparitions forcées après le Cambodge, n'a en effet jamais entrepris de politique de réparation auprès des victimes du franquisme, et ce malgré [trois avertissements de l'ONU](#).

Une politique qui, comme le rappelle le journaliste **Juan Miguel Baquero**, «empêche à la fois de rendre justice pour des crimes contre l'humanité commis lors du coup d'État, pendant la guerre civile et la répression brutale de la dictature, mais aussi la recherche des victimes de la terreur de Franco». [Au moins 114.226 personnes assassinées](#), dont les familles cherchent encore à récupérer les corps.

Dans ce contexte mémoriel sensible, superposer les archétypes du conflit territorial actuel sur ceux de la guerre civile et de l'Espagne franquiste n'est pas sans conséquence:

«*Le processus indépendantiste constitue un grand mouvement de contestation du système qui se base sur une désaffection envers la politique traditionnelle et l'État, et sur une volonté de raccourcir la distance entre les politiques et les votants. Cela a généré une très puissante auto-organisation mise en œuvre depuis 5 ans*», décrypte l'historien Xavier Casals.

Un potentiel qui s'incarne dans les actions menées par les principales associations indépendantistes, [Omnium](#) et [ANC](#), capables de convoquer en quelques heures des manifestations monstres.

En dépit de ses nombreuses différences, le gouvernement central comme régional n'a cependant cessé de provoquer directement ou indirectement des analogies avec les protagonistes impliqués dans la guerre civile espagnole. Dans quel but?

«Il s'agit d'une mobilisation des codes culturels. On réactive des luttes passées dans le présent avec des perspectives politiques et territoriales future», analyse l'anthropologue Jean-François Macé.

Est-ce suffisant pour rapprocher 1936 de 2017?

Selon l'écrivain **Isaac Rosa**, auteur d'un [roman sur les mémoires du franquisme](#), **aucune comparaison n'est possible entre la guerre civile espagnole et le conflit territorial actuel:**

«Je vois cette analogie comme un recours bon marché de l'indépendantisme pour chercher des complicités, en particulier en Europe, où la mémoire de la guerre civile a peut-être toujours des effets mobilisateurs.»

Pour l'historien Xavier Casals, le rapprochement reste également à nuancer:

«Il faut réussir à distinguer le jeu discursif de la réalité politique. Bien-sûr qu'une partie du bloc indépendantiste va arguer que Franco n'est pas mort. Et le gouvernement va rétorquer que les indépendantistes sont hors-la-loi car ils violent la constitution. Ce sont des chocs que l'on peut traduire par légitimité contre illégitimité.»

La grande braderie de la résistance

Reste qu'en marge de ce dialogue de sourds, la réactivation des vieux clivages pourrait directement avoir des effets pervers dans un pays qui n'a toujours pas réalisé de véritable travail de mémoire historique.

Car l'Espagne, qui détient le record du monde de disparitions forcées après le Cambodge, n'a en effet jamais entrepris de politique de réparation auprès des victimes du franquisme, et ce malgré [trois avertissements de l'ONU](#).

Une politique qui, comme le rappelle le journaliste **Juan Miguel Baquero**, «empêche à la fois de rendre justice pour des crimes contre l'humanité commis lors du coup d'État, pendant la guerre civile et la répression brutale de la dictature, mais aussi la recherche des victimes de la terreur de Franco». [Au moins 114.226 personnes assassinées](#), dont les familles cherchent encore à récupérer les corps.

Dans ce contexte mémoriel sensible, superposer les archétypes du conflit territorial actuel sur ceux de la guerre civile et de l'Espagne franquiste n'est pas sans conséquence:

«La comparaison avec 1936 est une façon de brader le souvenir de la résistance au fascisme, et même une offense à ceux qui ont été assassinés, emprisonnés ou exilés. Je ne crois pas que cela aide les revendications légitimes de ceux qui demandent la vérité, la justice et la réparation pour les victimes du franquisme» estime Isaac Rosa.

Juan Miguel Baquero, fait en partie le même constat:

«Ce sont des victimes oubliées, la plupart d'entre elles jetées dans des fosses communes pour des crimes commis il y a 81 ans et qui restent toujours impunis. La situation restera la même, et dans de nombreux cas ce sera la société civile qui fera éclater la vérité, la justice et la réparation».

Épuisement du modèle d'État

Le recours aux clichés de 1936 ne faciliterait ainsi en aucun cas le travail de mémoire en Espagne. Pas plus qu'il ne présage d'un réel «remake» de la guerre civile.

«Ce qui se passe actuellement n'a rien à voir avec l'Espagne de 1936, mais plutôt avec celle du franquisme tardif et de la transition, période où le rapport de forces a fait émerger une solution constitutionnelle qui est aujourd'hui épuisée» décrypte Isaac Rosa.

Cette théorie d'un conflit catalan révélateur de l'épuisement du modèle d'État construit pendant la transition démocratique fait de plus en plus consensus.

«Après quatre décennies, le système politique tel qu'il a été configuré nécessite d'être réactualisé. Le problème, c'est comment? et au bénéfice de qui?» interroge Xavier Casals.

Même inquiétude du côté de l'écrivain Isaac Rosa:

«Les derniers événements et le manque d'initiative de la gauche espagnole vont dans le sens d'une relation de force favorable à la droite la plus réactionnaire. Une réforme constitutionnelle pourrait aggraver la situation en réduisant les droits et en recentralisant l'État.»

En effet, l'avertissement lancé par le Parti Populaire d'appliquer également l'article 155 à d'autres régions comme la **Navarre, la Castille-la Manche et le Pays basque** laisse peu de doutes sur le niveau de souplesse envisagé dans la recomposition des relations avec l'État central.

De même que le projet de réforme de la constitution, obtenu par le Parti Socialiste en échange de son appui au vote de la suspension de l'autonomie catalane, interroge quant à l'ampleur du consensus qu'il pourrait obtenir:

«Si on laisse en marge les 5 millions de votants que représentent Podemos, quel est le sens de mettre en marche une réforme institutionnelle? Pour actualiser un système politique, l'idée c'est de chercher le plus d'appuis possible», s'indigne Xavier Casals.

Autant de questions sur un modèle de société qui définissent, au fil d'épisodes de plus en plus tendus, les véritables contours du conflit actuel: celui d'un bloc constitutionnaliste et monarchique face à une sphère qui se considère républicaine et en marge du système. Dans cette nouvelle configuration, il demeure évident que ce n'est pas 1936 qui se rejoue, mais bien la dernière étape du post franquisme en Espagne: celle de l'achèvement de sa transition démocratique.

L'Espagne ingouvernable ?

Les élections générales en Catalogne ne mettent pas fin à la crise, elles la relancent, analyse l'éditorialiste Vincent Hervouet.

[Europe 1](#) 22 décembre 2017

Les élections générales en Catalogne ne mettent pas fin à la crise, elles la relancent. On ne sait pas qui gouvernera à Barcelone mais on sait qui a perdu.

L'humiliation de Mariano Rajoy est l'évidence d'hier soir et elle est lourde de conséquences. Le PP parti populaire qu'il dirige subit [une débâcle](#), passant de 11 députés, ce qui n'était pas brillant, à trois, score lamentable. Ses électeurs ont filé chez Ciudadanos, plus jeune, plus à droite, qui est indemne de tout passé franquiste et de tout scandale affairiste. Le chef de file local du PP est vomé par les Catalans, c'est le problème du parti. Mais que le chef du gouvernement espagnol soit désavoué et défié par deux millions d'électeurs est le problème de toute l'Espagne.

Mariano Rajoy est un Premier ministre faible, à bout de souffle après ces années passées à éponger la crise de 2008, sans majorité aux Cortès bien que les Espagnols aient voté et revoté. C'est parce qu'il est terriblement faible qu'il a tenté d'être ferme en Catalogne. Il s'est piégé comme une vieille culotte de peau qui mène la bataille en gants blancs et qui se retrouve face à des maquisards qui pratiquent la guerre asymétrique.

Il a été maladroit en voulant interdire par la force le référendum.

Il a fait appliquer la loi, il a confisqué les urnes. Il a été trahi par la police catalane. L'image des ninjas matraquant de pauvres électeurs est mensongère, mais imparable. Empêcher les gens de voter a transformé les populistes catalans en défenseur d'une liberté élémentaire.

Seconde erreur, reprendre la gestion directe de la région et organiser illico des élections, sans laisser la passion retomber, sans laisser la justice passer. Avec des indépendantistes en exil ou en prison mais autorisés à se présenter et à mener une campagne victimaire. Un réflexe de fierté, de solidarité a transformé l'élection d'hier en plébiscite pour les réprouvés. Pour Oriol Junqueras en cellule à Madrid et Carles Puigdemón à l'hôtel à Bruxelles... À tout prendre, c'est plus confortable que d'être politiquement mort mais à la tête du gouvernement.

Que va-t-il se passer ?

Jeudi, la Catalogne est ingouvernable. Ce matin, l'Espagne aussi. La crise est la plus grave depuis la restauration de la monarchie. A force de rejouer la guerre civile de 1936, le pays semble de retour en 1931, quand la seconde République était impuissante à juguler les passions et les forces centrifuges.

En même temps, on est à la veille de Noël. L'optimisme est de rigueur. Il faut se raconter des histoires en attendant le Père Noël. Alors, le conte de Noël catalan sera de penser que l'électeur n'a jamais tort, que sa participation massive est le signe de sa bonne santé, et que le feuilleton catalan va continuer l'an prochain, ce sera passionnant !

Par [Vincent HERVOUET](#)



Indépendance de la CATA... STROPHE

